

CODE AGENT : 6485

N°	Objet	Date
	ARRETE D'AVANCEMENT D'ECHELON AU MINIMUM DE Monsieur RIVOIRE PATRICK à compter du 01/06/2009	11/06/09

MAIRIE DE ST-PRIM

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2006- 1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

Vu l'avis favorable de la Commission Administrative Paritaire en date du 30/01/2009,

Considérant la situation antérieure de l'agent,

Considérant que Monsieur RIVOIRE PATRICK remplit les conditions d'ancienneté requises et que sa valeur professionnelle justifie un avancement d'échelon à l'ancienneté minimum,

ARRETE

Article 1 : A compter du 01/06/2009, Monsieur RIVOIRE PATRICK Adjoint technique principal de 2^{ème} classe bénéficie d'un avancement d'échelon au minimum.

	Ancienne situation	Nouvelle situation
Qualité	titulaire CNRACL	titulaire CNRACL
Echelle	Echelle 5	Echelle 5
Echelon	Echelon n°8	Echelon n°9
Effet reliquat	01/06/2006	01/06/2009
Indice Brut	380	398
Indice Majoré (NBI)	350 +10	362 +10
Indice de paie		
Durée de travail	Complet	Complet
Fraction tps travail	/	/
Nombre d'heures effectuées	35h 00 min	35h 00 min

Article 2 : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication et / ou notification à l'intéressé.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la date de notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- à l'intéressé
- au comptable de la collectivité
- à Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Isère

Notifié le : 11 juin 2009

Signature de l'agent :

Fait à : Saint-Prim

Signature de l'autorité

le 11 juin 2009